FORVM GEOPOLITICA
Independent Commentary on a Fractured World



L'erreur de Karaganov

Karaganov préconise des frappes nucléaires russes préventives contre une Europe qu'il juge belliqueuse, misant sur la passivité américaine. Scott Ritter estime que les missiles conventionnels, et non les armes nucléaires, constituent la seule option crédible.

Scott Ritter

lun. 01 juin 2026 15 min de lecture

Note de la rédaction : Après la publication de notre article «1914 est-il en train de se répéter ? Une guerre ouverte entre l'Europe et la Russie va-t-elle enfin éclater ?», dans lequel nous abordions, entre autres, la doctrine nucléaire de la Fédération de Russie ainsi que la doctrine Karaganov, Dmitry Orlov a publié l'article «Comment survivre à une frappe nucléaire tactique russe». Dans l'article d'aujourd'hui, Scott Ritter analyse la doctrine Karaganov et soutient que les armes nucléaires ne sont pas les outils appropriés pour la Russie.

À la fin des années 1970 et au début des années 1980, la société de courtage de Wall Street E.F. Hutton a lancé l'une des campagnes publicitaires télévisées les plus emblématiques de l'histoire, articulée autour du slogan « Quand E.F. Hutton parle, les gens écoutent ».

Sergueï Karaganov est l'équivalent russe d'E.F. Hutton : quand Karaganov parle, les gens écoutent. Ce politologue de 73 ans, qui dirige actuellement le Conseil de politique étrangère et de défense et occupe le poste de doyen de la Faculté d'économie mondiale et d'affaires internationales à l'École supérieure d'économie de Moscou, a conseillé les deux présidents russes de l'ère post-soviétique, Boris Eltsine et Vladimir Poutine, et son opinion continue de peser au sein des cercles décisionnels les plus élevés du gouvernement russe.

Depuis plusieurs années, Karaganov met en garde contre la menace croissante que représente l'OTAN pour la Russie, et en particulier les pays européens de l'OTAN qui ont construit une vision du monde présentant la Russie comme une menace existentielle qu'il faut affronter et vaincre de manière décisive.

Sur ce point, Karaganov n'a pas tort.

Le discours des Européens est révélateur.

Selon une stratégie militaire allemande récemment publiée, la Russie représente « la menace la plus grave et la plus immédiate dans un avenir prévisible » pour l'Allemagne et la sécurité transatlantique. Cette stratégie classifiée conclut en déclarant que « la Russie prépare le terrain pour une attaque militaire contre les États membres de l'OTAN ».

Le chef d'état-major de la défense allemande, le général Carsten Breuer, a renforcé cet argument dans une déclaration faite aux médias en 2025, où il a noté qu'« il y a une intention et une accumulation de stocks » de la part de la Russie en vue d'une éventuelle attaque future contre les États baltes membres de l'OTAN.

Breuer et le ministre allemand de la Défense Boris Pistorius instrumentalisent la menace russe pour justifier le réarmement de l'Allemagne, avec l'ambition d'en faire la première puissance militaire d'Europe d'ici 2029.

Pourquoi cette date ?

Selon le général Breuer, c'est à ce moment-là que la Russie attaquera l'Europe. « C'est ce qu'estiment les analystes », a déclaré Breuer, « en 2029. Nous devons donc être prêts d'ici 2029. »

L’analyse allemande est presque identique à celle de ses alliés britanniques. L’ancien chef d’état-major, le général Sir Patrick Sanders, qui a pris sa retraite à l’été 2025, a averti qu’une guerre avec Poutine était une « possibilité réaliste » d’ici 2030. « Si la Russie cesse de combattre en Ukraine », a déclaré Sanders aux médias britanniques, « on en arrive à une situation où, d’ici quelques mois, elle aura la capacité de mener une attaque limitée contre un membre de l’OTAN que nous serons chargés de soutenir, et cela se produira d’ici 2030. »

Ces réflexions belliqueuses de la part de certains des plus grands stratèges militaires de l’OTAN ne sont pas isolées, mais reflètent plutôt une posture générale de préparation à la guerre encouragée par l’alliance elle-même. Il suffit de demander à Mark Rutte, le secrétaire général de l’OTAN, qui a récemment averti que l’OTAN était engagée dans une course contre la montre pour se préparer à une guerre inévitable avec la Russie. « Nous sommes la prochaine cible de la Russie », a déclaré Rutte. « Je crains que trop de gens ne se complaisent tranquillement dans l’insouciance. Trop de gens ne ressentent pas l’urgence. Et trop de gens croient que le temps joue en notre faveur. Ce n’est pas le cas. C’est maintenant qu’il faut agir. Le conflit est à nos portes. La Russie a ramené la guerre en Europe. Et nous devons être prêts. La Russie a ramené la guerre en Europe. Nous devons nous préparer à une guerre de l’ampleur de celle que nos grands-parents et arrière-grands-parents ont endurée. »

La rhétorique de Breuer, Sanders et Rutte accrédite l'idée que les nations de l'OTAN réagissent à l'agression russe. Mais il ne faudrait pas se laisser convaincre que l'agression est à sens unique. Entrant en scène, côté jardin, le ministre lituanien des Affaires étrangères Kestutis Budrys, qui a récemment estimé que « nous [l'OTAN] devons montrer aux Russes que nous sommes capables de percer la petite forteresse qu'ils ont construite à Kaliningrad. L'OTAN a les moyens de raser les bases de défense aérienne et les systèmes de missiles russes si nécessaire. »

La folie de Budrys, qui, même en cas de succès, ne serait guère plus qu’un suicide collectif de l’OTAN, n’est pas sortie de nulle part, mais fait plutôt écho à un sentiment similaire exprimé par le général Chris Donahue de l’armée américaine, qui occupe le poste de commandant des forces américaines en Europe. Donahue s’est vanté que Kaliningrad, en Russie, s’étend sur environ 75 kilomètres de large et est encerclée de tous côtés par l’OTAN. Il a affirmé que l’OTAN et l’armée américaine ont désormais la capacité de « détruire cela depuis le sol dans un délai sans précédent et plus rapidement que nous n’avons jamais pu le faire ». Donahue a poursuivi : « Nous avons déjà planifié cela et nous l’avons déjà mis au point. »

À bien des égards, les fanfaronnades de Donahue sont bien plus embarrassantes que les absurdités belliqueuses prônées par ses collègues de l'OTAN, ne serait-ce que parce qu'il devrait, plus que quiconque, connaître à la fois les limites extrêmes de la puissance des États-Unis et de l'OTAN (ce qui a été démontré très publiquement par la récente agression ratée des États-Unis contre l'Iran) et les conséquences de toute attaque de l'OTAN contre Kaliningrad, qui serait immédiatement fatale pour Donahue, son état-major et l'ensemble de la direction de l'OTAN, compte tenu du caractère inévitable et de la gravité des représailles russes anticipées.

Et c'est là que réside le problème. Malgré la rhétorique belliciste de l'OTAN, aucune puissance militaire conventionnelle en Europe, qu'elle agisse seule ou collectivement, ne représente une menace existentielle pour la Russie. Les récents exercices militaires de l'OTAN ont montré à quel point ses forces terrestres manquent d'expérience dans les opérations de combat modernes intégrant la guerre par drones à grande échelle. Imaginez un instant qu'une brigade de l'OTAN se retrouve confrontée à un détachement Rubicon sur le champ de bataille. Le résultat serait aussi déséquilibré que fatal pour la partie vaincue, laquelle serait, dans tous les scénarios imaginables, les forces de l'OTAN.

Les déclarations de Breuer, Sanders, Mark Rutte, Budrys et Donahue mettent en lumière une constante lorsqu'il s'agit de l'OTAN aujourd'hui : sur le plan militaire, l'Alliance serait largement un « tigre de papier », incapable de soutenir des opérations de combat terrestre intensives sur une échelle significative. Le verbiage belliqueux déversé par ces porte-parole du chaos n'est qu'une tentative désespérée de maintenir la pertinence de l'OTAN, dans le but de mobiliser le soutien du public pour une campagne de militarisation nécessitant de dynamiser à la fois les populations et l'industrie d'une manière jusqu'alors inimaginable dans l'Europe de l'après-guerre froide, et à tous égards impossible à réaliser aujourd'hui.

Comme le commandant fictif de l'Air Group (CAG) l'a dit à Maverick, incarné par Tom Cruise, dans le premier film Top Gun : « Fiston, ta bouche fait des promesses que ton corps ne peut pas tenir. »

Bienvenue dans l'actuel collectif de l'OTAN.

Si Sergueï Karaganov et ses collègues russes partisans de la ligne dure ont toutes les raisons d'être profondément indignés par l'attitude belliqueuse que l'Europe adopte aujourd'hui à l'égard de la Russie, la réalité est que l'Europe ne représente absolument aucune menace pour la Russie dans l'état actuel des choses, et la probabilité que l'Europe surmonte les obstacles politiques et économiques considérables nécessaires pour construire une force militaire capable de survivre sur un champ de bataille russe, sans parler de l'emporter, est quasi nulle.

Plus inquiétante encore, cependant, est la posture nucléaire adoptée par certains pays de l'OTAN pour compenser les lacunes extrêmes de l'alliance en matière de projection de puissance militaire conventionnelle. Cette démonstration de force nucléaire revêt un caractère d'urgence encore plus grand maintenant que l'ambivalence hostile du président Trump envers l'OTAN et la sécurité européenne remet en question l'engagement des États-Unis à honorer tout scénario hypothétique relevant de l'article 5 — une position qui remet simultanément en question la fiabilité du parapluie nucléaire américain. La France et le Royaume-Uni s'efforcent de créer une doctrine nucléaire commune pour compenser la perte de l'arsenal nucléaire américain, et les deux nations mènent des discussions actives avec d'autres membres de l'OTAN afin d'étendre leurs parapluies nucléaires respectifs sur l'Arctique, les pays baltes, la Pologne et l'Allemagne.

Sergei Karaganov a émis la célèbre hypothèse qu'aucun président américain ne serait prêt à échanger Boston contre Poznan, ce qui signifie que si la Russie venait, par hypothèse, à attaquer cette malheureuse ville polonaise avec une arme nucléaire, les États-Unis ne riposteraient pas de la même manière.

Il s'agit bien entendu d'une hypothèse qui ne devrait jamais être mise à l'épreuve. Dans la mesure où la Russie ne fait face à aucune menace existentielle provenant de la communauté européenne, rien ne justifie d'envisager un scénario susceptible de la mettre à l'épreuve.

La Russie, ainsi que les autres grandes puissances nucléaires (les États-Unis, la Chine, le Royaume-Uni et la France), ont cosigné début 2022 une déclaration commune affirmant qu'une guerre nucléaire ne peut être gagnée et ne doit jamais être menée. La déclaration poursuivait en affirmant que « l'utilisation de l'arme nucléaire ayant des conséquences de grande portée, nous affirmons également que les armes nucléaires — tant qu'elles continueront d'exister — devraient servir à des fins défensives, dissuader l'agression et prévenir la guerre ».

La Russie n'a pas officiellement renoncé à cette déclaration commune, ce qui, à première vue, indiquerait que l'initiative de Karaganov visant à utiliser de manière préventive des armes nucléaires contre l'Europe n'a aucune viabilité lorsqu'il s'agit de refléter la politique officielle russe.

Il y a bien sûr un problème majeur : Karaganov a joué un rôle déterminant dans l'élaboration de la posture nucléaire 2025 de la Fédération de Russie, qui déclarait en partie que les armes nucléaires pourraient entrer en jeu dans des situations où les forces conventionnelles seraient insuffisantes pour dissuader un adversaire ou atteindre un objectif militaire. Jusqu'à présent, l'opération militaire spéciale (SMO)

en elle-même ne répond pas aux critères d'un usage préventif des armes nucléaires. La question de savoir si une guerre conventionnelle à grande échelle avec l'OTAN franchirait ce seuil est une autre affaire.

Mais la situation à laquelle la Russie est confrontée aujourd'hui, et que Karaganov évoque, implique qu'une puissance nucléaire aide un État non doté de l'arme nucléaire à lancer des attaques conventionnelles contre la Russie qui pourraient constituer une menace existentielle. C'est bien sûr la définition même du conflit par procuration qui oppose actuellement la Russie et l'Occident collectif au sujet de l'Ukraine, en particulier en ce qui concerne la campagne de frappes de drones soutenue par l'OTAN contre des cibles stratégiques russes.

Karaganov n'est pas le seul à crier au scandale. Dmitri Polyansky, l'ambassadeur russe auprès de l'OSCE, soulignant que les frappes de drones ukrainiens en cours contre la Russie ne sont possibles qu'avec l'expertise militaire, la technologie et les renseignements occidentaux, a récemment déclaré qu'il était peut-être déjà « trop tard » pour éviter une riposte russe contre des cibles européennes directement impliquées dans la facilitation des frappes de drones ukrainiens à longue portée contre la Russie.

Mais même dans ces circonstances, le recours aux armes nucléaires n'est pas nécessairement justifié, ce que Karaganov reconnaît lui-même. Des frappes de missiles conventionnels, utilisant des armes telles que le missile à moyenne portée Oreshnik, devraient être menées contre certaines cibles européennes. Mais Karaganov va plus loin, préconisant le recours à des frappes nucléaires si les missiles conventionnels ne parviennent pas à « dissuader l'Europe ». Ici, Karaganov insiste sur la nécessité d'instiller une « peur primitive » en Europe, non pas par la menace des armes nucléaires, qui n'a manifestement pas fonctionné, mais par leur utilisation effective.

Dans ce cas précis, Karaganov a tout à fait tort.

L'utilisation d'armes nucléaires annule les avantages stratégiques que la Russie a acquis en constituant l'armée la plus grande et la plus apte au combat (et la plus éprouvée) au monde. Elle annule la domination en matière d'escalade que la Russie a acquise en déployant le système de frappe conventionnelle Oreshnik. Mais pire encore, elle efface le paradigme doctrinal même qui a empêché le monde de sombrer dans l'oubli nucléaire : l'idée que les guerres nucléaires ne peuvent être gagnées et ne doivent donc jamais être menées.

La doctrine Karaganov, pour ainsi dire, a introduit un nouveau paradigme : les guerres nucléaires peuvent, en fait, être gagnées, et à ce titre, elles devraient être menées.

Karaganov prouve sa thèse en posant une hypothèse non vérifiée : les États-Unis n'échangeraient pas Boston contre Poznan.

Il élude la question délicate de savoir si la France ou le Royaume-Uni, séparément ou ensemble, choisiraient de lancer une riposte nucléaire en déclarant que la Russie anéantirait ces deux nations ainsi que toute l'Europe s'ils tentaient de le faire.

Mais cela soulève la question de savoir si un dirigeant russe serait prêt à échanger Saint-Pétersbourg ou Moscou contre Londres, Berlin et Paris.

Karaganov souhaite-t-il vraiment tester cette hypothèse ?

Mais supposons, juste pour les besoins de l'argumentation, que la thèse de Karaganov tienne la route, et que l'Europe soit collectivement intimidée par une frappe nucléaire préventive russe sur Poznan, et que les États-Unis renoncent à sacrifier Boston et ne ripostent pas.

Et ensuite ?

La guerre nucléaire a, jusqu'à présent, été évitée par l'idée qu'il ne peut y avoir de vainqueurs.

La doctrine de Karaganov renverse le scénario et déclare qu'il peut, en fait, y avoir des vainqueurs.

Mais qu'a-t-on exactement « gagné » ? Des décennies de théorie de la dissuasion auront été balayées, laissant à leur place un déséquilibre stratégique massif qui ne peut perdurer. Il ne peut y avoir de dissuasion nucléaire si l'une des parties est prête à utiliser des armes nucléaires et l'autre non. Certes, les États-Unis pourraient bien renoncer à sacrifier Boston ou toute autre ville américaine au profit d'une ville européenne victime d'un anéantissement nucléaire russe. Mais les États-Unis devront immédiatement rééquilibrer l'équation de la dissuasion nucléaire en démontrant qu'eux aussi peuvent utiliser des armes nucléaires, et ainsi tester l'hypothèse selon laquelle la Russie serait-elle prête à sacrifier Kazan pour Téhéran.

La réponse sera probablement non.

Crise évitée.

Ou pas.

Le monde n'est plus un monde où la guerre nucléaire ne peut être menée, mais plutôt un monde où la guerre nucléaire est devenue une pratique acceptée. Les jeux de guerre et la théorie des jeux de base soutiennent qu'une fois les armes nucléaires utilisées, ce n'est qu'une question de temps avant que la situation ne dégénère en un échange nucléaire total, mettant fin à toute vie sur la planète. Ce n'est pas une simple spéculation. En 1983, le Pentagone a mené un jeu de guerre appelé Proud Prophet, un exercice improvisé impliquant les plus hauts échelons de l'armée américaine et ses commandements de combat mondiaux, utilisant des canaux de communication, des doctrines et des plans de guerre secrets réels. Le jeu permettait d'envisager des frappes nucléaires limitées à petite échelle, mais se terminait toujours de la même manière : un Armageddon nucléaire mondial.

Karaganov n'aborde pas cette question, et pour cause : aucun dirigeant, qu'il soit russe ou américain, ne déclencherait une guerre nucléaire dans une situation qui ne constituerait pas une menace manifeste pour la survie de son peuple, s'il savait que, quoi qu'il arrive, le résultat serait toujours le même : tout le monde meurt.

Karaganov a rendu un grand service au monde en postulant avec force la possibilité d'une guerre nucléaire limitée gagnable.

Non seulement parce que cela permet au monde de réaffirmer la notion fondamentale selon laquelle les guerres nucléaires ne peuvent être gagnées et ne devraient donc jamais être menées.

Non, la véritable leçon est que les guerres nucléaires ne peuvent être gagnées, ne devraient jamais être menées, et qu'à ce titre, les armes nucléaires devraient être totalement éliminées pour éviter de tomber dans des pièges intellectuels tels que celui tendu par Karaganov, où leur utilisation est jugée possible.

Il n'y a pas de meilleure justification pour le contrôle des armes nucléaires et le désarmement que les scénarios avancés par Karaganov.

Et à l'heure actuelle, alors que le contrôle des armes nucléaires a été retiré du répertoire diplomatique mondial, le monde a besoin du coup de pied aux fesses que toute réflexion raisonnée sur la fausseté des théories nucléaires de Sergueï Karaganov apporte : sans contrôle des armes nucléaires, notre disparition collective aux mains des armes que nous refusons d'éliminer est pratiquement assurée.

ÉTIQUETTES DE L'ARTICLE:

Analyse Karaganov, Sergey L'Europe République fédérale d'Allemagne Russie Ukraine